

ABONNEMENTS.

Co journal paraît TOUS LES JOURS, à deux heures de l'après-midi.

CONDITIONS.

Un An. (Payable d'avance).....\$4.00
— Payable au cours de l'Année.....\$5.00

Six mois. (Payable d'avance)..... 2.00
— Payable à la fin du Semestre..... 2.50

Trois mois. (Payable d'avance)..... 1.00
— Payable à la fin du Trimestre..... 1.25

(Ces Conditions sont invariables.)

Les Lettres d'argent doivent être enregistrées.

Pour les autres Conditions, voir la 2e page.

F. M. DEROME, Rédacteur-en-Chef.

Gazette



d'Ottawa.

Journal Politique, Commercial, Agricole et Littéraire.

IN SCRIPTIS ET IN ORE SIMPLEX VERITAS.

ANNONCES.

Les Annonces sont insérées aux conditions suivantes, savoir :

Six lignes et au-dessous, première insertion.....\$0.60
Chaque insertion subséquente..... 0.12

Pour les Annonces d'une plus grande étendue, elles sont insérées à raison de 10 centins par ligne, pour la première insertion, et 8 centins pour les insertions subséquentes.

Toute Annonce envoyée sans mentionner le nombre d'insertions, est publiée jusqu'à avis contraire.

Une remise libérale est accordée pour Annonces à long terme.

Les Réclames, Rapports d'Institutions financières, Mariages, Naissances et Décès sont insérés à raison de 10 centins par ligne.

Pour plus amples renseignements, voir la 2e page de ce journal.

Imprimé et Publié par LOUIS BELANGER & Co.

DISCOURS DE L'HONORABLE M. LANGEVIN SUR LA MOTION MOUSSEAU.

L'honorable député qui vient de parler a eu pour motif principal de terminer son discours comme il l'a fait en parlant de la province de Québec. Il était certain qu'en parlant de ce drapreau comme il l'a fait il se faisait l'écho du sentiment qui anime tous les membres de cette chambre, le sentiment qui anime tous les pays, le sentiment qui anime toutes les provinces de Québec. L'honorable monsieur sait très bien, cette chambre et le pays savent que tous nous respectons ce drapreau, que nous l'aimons.

Lorsque pour la première fois ce drapreau flottait au-dessus de la citadelle de Québec, la population de notre province ne l'aimait pas. Alors ce n'était pas notre drapreau, nous avions le drapreau fédéral de la France, nous le tenions en nos mains, nous le respections, et il était ce drapreau qui nous faisait honneur.

Mais, M. l'Orateur, lorsque le sort de la guerre a remplacé le drapreau de la France par le drapreau de l'Angleterre, les canadiens-français, les catholiques de la province de Québec, qui formaient la population entière de cette province ont compris que le drapreau anglais était devenu leur drapreau, et ils ont senti qu'ils devaient le chérir et le respecter autant qu'ils avaient chéri et respecté le drapreau de la France. Après que ce drapreau eut été placé au-dessus de la citadelle de Québec, les canadiens-français ont été appelés à combattre pour ce drapreau contre le drapreau de la France, et ils ont combattu comme de bons sujets britanniques. C'est pourquoi, M. l'Orateur, il n'y a rien de surprenant dans notre attachement à la bannière anglaise lorsque nous savons que sous cette bannière nos droits et nos libertés seraient respectés.

Mais l'honorable monsieur aurait dû aller plus loin, en parlant de l'amour du peuple de la province de Québec pour ce drapreau ; il aurait dû dire que pour nous ce n'était pas seulement une affaire de sentiment, mais que nous savions que partout où flotte le drapreau anglais la se trouve la liberté. En 1867, lorsque j'avais l'honneur de me trouver en Angleterre avec d'autres honorables messieurs, celui qui se trouvait à ma droite entre autres, dans le hut d'armes des conditions de la confédération, deux membres du parlement anglais m'ont demandé : "Eh bien, pourquoi ne demandez-vous pas votre indépendance ?" Je leur ai répondu que le drapreau anglais avait été arboré sur la citadelle de Québec par des Anglais, que nous avions appris à le chérir et à le défendre, que ce n'était pas la province de Québec qui le laisserait, que s'il fallait le baisser ce serait l'Angleterre elle-même qui le ferait baisser, que l'histoire nous avait enseigné que partout où l'Angleterre plantait son drapeau elle y gardait la Confédération a été approuvée par la Reine, et c'est au nom de la Reine d'Angleterre, c'est en vertu des principes du gouvernement responsable, que la province de Québec affirme que le lieutenant-gouverneur de la province de Québec a violé ces principes et qu'il doit être censuré pour cette offense. L'honorable monsieur qui vient de s'asseoir a dit que cette violation du gouvernement responsable devait être punie par le peuple de la province de Québec. M. l'Orateur, l'honorable député aurait dû faire une distinction. Il y a des questions qui regardent la province de Québec et la législation de cette province, mais il y en a d'autres qui regardent le parlement. L'honorable député a dit que l'ancienne administration, en refusant de censurer le lieutenant-gouverneur, a reconnu qu'ils n'ont rien à y voir.

Il a voulu nous faire comprendre que le lieutenant-gouverneur est responsable à la législature de la province de Québec, qu'il n'est pas un officier du gouvernement fédéral, et que par conséquent nous n'avons aucun contrôle sur lui. Il a demandé que l'on dirait si les membres de cette chambre proposaient une résolution censurant le lieutenant-gouverneur du Canada. L'honorable monsieur paraît avoir oublié que le lieutenant-gouverneur n'est pas responsable à ce parlement, qu'il n'est responsable qu'à la Reine d'Angleterre ; mais nous, les ministres de la couronne, nous sommes responsables à ce parlement, dont nous sommes les serviteurs. Je suis surpris de voir le jeune et brillant député de Québec-Est, lui un libéral, lui un homme que l'on a appelé le jeune Papineau, défendre la conduite de M. Letellier, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Quo dirait le grand

Papineau aujourd'hui s'il pouvait entrer dans cette chambre ? Reconnaîtrait-il cet honorable monsieur comme l'un de ses partisans ? Il dirait : "Vous défendez des actes tyranniques au lieu de défendre les principes de votre province, les principes de notre peuple." Il dirait : "Pendant trente ans j'ai combattu le grand combat, et aujourd'hui vous oubliez l'honneur de votre race." Mais, M. l'Orateur, ces messieurs se laissent entraîner par leurs penchants politiques lorsqu'il leur faut défendre leur cause.

Ils croient que parce que le lieutenant-gouverneur a combattu à leurs côtés, dans l'armée politique, ses actes, quelques mauvais qu'ils soient, ne doivent pas être censurés. Ce n'est pas là, M. l'Orateur, une conduite digne d'un homme d'Etat ; ils devraient prendre une position plus noble. Cet homme a dégradé sa position, il a foulé aux pieds les libertés de la province de Québec, et il sera censuré et condamné.

M. l'Orateur, cette question d'intérêt ne se pose pas seulement la province de Québec ; c'est une question qui regarde tout le Canada. Aujourd'hui c'est notre peuple qui souffre et que l'on foule aux pieds, et ce sont les libertés du peuple de Québec que M. Letellier a détruites autant qu'il peut le faire, mais demain, M. l'Orateur, ça peut être les libertés du peuple de la grande province d'Ontario, du peuple de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick ou des autres provinces qui seront violées. Ce qui touche aux privilèges de la province de Québec touche aux droits et privilèges de toutes les provinces, et c'est pourquoi l'appel que l'on a fait à ce parlement est fait, non pas au nom du peuple de la province de Québec, mais au nom du peuple de tout le Canada. L'honorable monsieur M. Laurier a dit : "Pourquoi venez-vous à cette Chambre ? Nous venons à cette Chambre parce qu'il n'y a que cette Chambre qui puisse régler cette question."

Depuis que mon très honorable ami, (Sir John A. Macdonald) a présenté sa résolution à la dernière session du parlement, le peuple a lui-même réglé cette question aux polls, autant qu'il a pu la régler, mais on s'est moqué de son verdict et aujourd'hui nous venons de nouveau devant cette Chambre. Depuis que la résolution a été soumise l'année dernière, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec a fait un appel au peuple et la réponse à cet appel lui a été hostile. Il y avait contre lui une majorité de trois voix, mais M. Letellier et ses nouveaux ministres, comme on l'a affirmé en cette Chambre, et ce fait est maintenant du domaine de l'histoire, ont acheté l'une de ces trois voix de majorité. Quant à l'autre député je ne puis pas croire qu'on ait pu l'acheter, car il a toujours été trop franc et trop honnête pour se laisser corrompre. Mais dans tous les cas il a tourné le dos à ses électeurs qui l'avaient élu comme conservateur, et au lieu de remettre son mandat, au lieu de dire à ses électeurs qu'il ne pouvait pas remplir la tâche qu'ils lui avaient confiée en donnant son appui au parti conservateur, il a trahi la confiance qu'on avait reposée en lui et il a soutenu le gouvernement Joly. Nous avons vu le résultat.

Grâce au vote acheté de l'Orateur, le gouvernement Joly a été soutenu par une voix de majorité ; mais lorsque la question constitutionnelle a été posée carrément devant la législature, M. Price n'a pas voulu rester à son siège parce qu'il ne pouvait pas dire que l'acte de lieutenant-gouverneur était constitutionnel, et par conséquent M. Letellier a été condamné par une voix de majorité.

Mais depuis que la résolution a été soumise à cette chambre par le très honorable chef du gouvernement, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu ces mêmes actes arbitraires et tyranniques, pour lesquels nous voulions condamner le lieutenant-gouverneur, se continuer depuis, et nous avons vu M. Letellier faire tout en son pouvoir pour fouler aux pieds les libertés constitutionnelles du peuple.

Il y a quelques mois le trésorier de la province est mort. Bien qu'il fut un adversaire politique j'avais pour lui le plus grand respect. Son siège est devenu vacant et qu'a fait M. Letellier, lui qui s'est dit si jaloux des droits et des privilèges du peuple ? Lui qui a montré tant de scrupules en défendant le droit qu'a le peuple d'être jugé par les cours de justice et non par l'Exécutif ? A-t-il demandé au peuple de choisir un député pour remplacer le trésorier ? Non, et depuis plusieurs mois ce siège est resté vacant. M. Letellier savait fort bien que les électeurs choisiraient un député qui voterait contre son gouvernement et donnerait la majorité à l'opposition. Aujourd'hui nous voyons les libéraux défendre M. Letellier et le proclamer le champion des institutions libérales, bien qu'il ait foulé aux pieds les droits politiques du peuple en lui re-

fusant un représentant en Chambre afin de conserver à son gouvernement sa majorité d'une voix. Je sais que cette défense de M. Letellier est conforme aux principes de quel que honnorable député de la Gauche, mais je suis surpris de voir le jeune et brillant député de Québec-Est prendre la position qu'il vient de prendre.

Toutefois cet honorable député ne défend pas M. Letellier, il ne sait pas le faire, mais il fait tout en son pouvoir pour empêcher l'adoption de cette résolution. Et quels arguments emploie-t-il contre cette résolution ? Il dit que si nous l'adoptons nous mettrons en péril toutes les institutions de notre province et que nous faisons appel aux autres provinces de s'immiscer dans les affaires de la province de Québec. Mais quand même faut-il demander au parlement fédéral d'intervenir ? L'honorable député, M. Laurier a cité l'autorité de lord Bruce pour démontrer que nous devrions intervenir lorsque le lieutenant-gouverneur a commis quelque offense personnelle, mais non lorsqu'il a commis une offense politique ou constitutionnelle. Mais nous pourrions-il pas survenir des circonstances qui donneraient à ce parlement le droit de censurer le lieutenant-gouverneur ? Supposons qu'il refuse de sanctionner tous les projets de loi votés par la législature. Ce n'est pas là une offense personnelle ; il n'a tué personne, il n'a volé personne, il ne fait que refuser son assentiment aux actes de la législature. L'honorable député affirme qu'on ne peut rien lui faire, qu'il est un lieutenant-gouverneur constitutionnel. Sans doute que ce lieutenant-gouverneur convient parfaitement à nos honorables députés de la gauche, mais je ne crois pas que la chambre partage cette manière de voir. Je crois que cette chambre dira que le lieutenant-gouverneur, étant un employé fédéral, est responsable à ce parlement et que, par conséquent le remède contre ces abus se trouve dans cette chambre, et évidemment ce remède se trouve ici, puisqu'il n'y a pas de remède dans la province de Québec.

L'honorable député M. Laurier dit que la conduite du gouvernement de Boncherville n'a pas de précédent. Non, il n'y a pas de précédent, parce que personne n'aurait jamais pu supposer qu'un lieutenant-gouverneur oserait violer ainsi ses engagements et fouler aux pieds les usages constitutionnels de sa propre province dans le but de maintenir son propre parti au pouvoir à Ottawa. Car il est certain que si le lieutenant-gouverneur de la province de Québec avait su ce qu'il fait aujourd'hui, ce qu'il a fait le 17 septembre, s'il avait su que ses amis ne seraient plus à la tête des affaires, mais que réduits en nombre, ils siègeraient à gauche, il est certain qu'il ne l'aurait pas fait. M. Letellier n'aurait pas fait ce qu'il a fait. Mais il a joué son rôle, il a atteint le but que l'on avait en vue en le nommant au poste qu'il occupe, et il l'a fait de manière à forcer le peuple de la province de Québec à se lever, non pour prendre les armes, car ce peuple est soumis à la loi, mais ce peuple s'est levé dans son indignation et il demande à cette Chambre de lui rendre justice et de lui porter secours.

L'honorable député M. Laurier a dit, en parlant de M. Letellier, qu'il peut répéter avec le noble Romain d'autrefois : "J'ai sauvé ma patrie." C'est une singulière manière de sauver sa patrie que de détruire les libertés du peuple. Au lieu de sauver sa patrie, il a écrit une page sombre et pénible de son histoire, et je suis certain que s'il pouvait écrire cette page de nouveau, il l'écrirait différemment. L'honorable député a dit que cette résolution est la première attaque contre le principe fédératif. C'est tout le contraire. Le but de la Résolution est de défendre et de sauvegarder le principe fédératif. Nous voulons conserver l'autonomie des provinces, nous voulons conserver les droits et les privilèges des législatures provinciales, mais en même temps nous voulons apprendre aux habitants-gouverneurs de toutes les provinces qu'ils ne doivent pas outrepasser leurs pouvoirs et essayer de régner et de gouverner en même temps. Il faut leur apprendre que bien qu'ils aient en vertu de la constitution certains pouvoirs, leurs ministres ont aussi certains pouvoirs. Il faut leur apprendre que les représentants du peuple ont certains droits et certains pouvoirs qu'il faut respecter et qu'un lieutenant-gouverneur n'a le droit de méconnaître.

Lorsque M. de Boncherville et ses amis étaient les conseillers du lieutenant-gouverneur, ils avaient l'appui d'une majorité de dix-huit à vingt voix dans une chambre composée de soixante-cinq membres. C'était une très-forte majorité, une majorité égale, proportions gardées, à celle qu'on a lieu de le croire, appuiera le gouvernement fédéral. Le peuple de la province de Québec n'avait pas présenté une seule pétition contre le

gouvernement de Boncherville ; il n'y avait en dans le pays aucun mouvement hostile à ce gouvernement. Il avait l'appui du peuple dans toutes les parties de la province, il avait l'appui des électeurs de toutes les régions. Il n'y avait aucun mécontentement contre le gouvernement, mais M. Letellier désirait un changement, il voulait s'entourer de ses amis politiques. Nous avons entendu citer de nombreuses autorités constitutionnelles qui s'accrochent à dire que sous notre constitution un lieutenant-gouverneur ne doit pas avoir de parti politique, mais qu'il doit se placer sur un terrain neutre entre les deux partis comme la reine d'Angleterre. Ainsi M. Letellier n'avait aucun droit de renvoyer ses ministres.

Je n'ai pas l'intention d'examiner les documents qui ont été soumis à cette chambre ; ils ont été très habilement analysés par les honorables députés qui ont proposé et secondés la motion et par mon honorable ami le député de Cardwell, M. White, que je félicite sur son premier discours. Je n'entrerai pas dans ces détails, mais je dois dire qu'il est parfaitement prouvé par ces documents que le lieutenant-gouverneur avait aucune raison quelconque de démettre ses ministres. Nous voyons par ces documents que lorsque M. Letellier croyait avoir le droit de se plaindre, M. de Boncherville est venu lui expliquer l'affaire et lui a dit que s'il y avait en tort, ou s'il y avait apparence de négligence de la part des ministres, ceux-ci n'avaient pas le droit de méconnaître les privilèges de la couronne. Et le lieutenant-gouverneur avait entièrement accepté ses explications et ces excuses. Néanmoins, il avait son petit carnet dans lequel il enregistrait ce qui arrivait, se disant en lui-même : "Ceci pourra servir contre mes ministres, bientôt, lorsque je les mettrai à la porte." Un jour le lieutenant-gouverneur est tombé sur un petit bill (No. 16 dans lequel il y avait un blanc). Il l'a sanctionné ainsi qu'un autre bill No. 20 qui avait été présenté pour légaliser le premier. Mais la même chose est arrivée en ce parlement et dans l'Assemblée législative sous l'Union et plus d'une fois.

Ces erreurs sans conséquence arrivent presque inévitablement, et c'est là une raison de renvoyer un gouvernement. Mais il y a une raison donnée pour justifier le renvoi du cabinet, une erreur grammaticale. Eh bien, ceci prouve que M. Letellier aurait dû être nommé surintendant de l'instruction au lieu de lieutenant-gouverneur. Mais dans tous les cas, je ne crois pas que ce soit là encore une raison suffisante de renvoyer un cabinet. Et ainsi de suite jusqu'à la fin, nous ne trouvons que des raisons puériles. Au dernier moment, sans avertissement, il classe ses ministres et alors il produit son petit carnet dans lequel il avait inscrit des conversations particulières et confidentielles qu'il avait eues avec ses ministres et il dit :

"Je montrerais ce petit livre au monde et je lui ferai voir ce que mes ministres ont fait dans le secret de leur position officielle ; je n'ai rien à craindre, car ils ne me contrediront pas, leurs lèvres sont closes ; ils ne peuvent pas divulguer ce qui s'est passé entre eux et moi sans ma permission et cette permission ils ne l'auront point."

Le 30 mars, après le renvoi d'office, il se plaint, dans son factum d'explications aux deux branches de la législature, de ce que ses ministres avaient donné des explications à l'Assemblée sans son autorisation. Supposons que tel soit le cas. Ce ne peut pas être là une cause de renvoi, puisque les explications ont été données après le renvoi d'office en vertu. Donc ce grief a été trouvé après coup par le lieutenant-gouverneur qui voyait, pour se servir d'une expression un peu vulgaire, qu'il n'avait plus de jambe pour se tenir debout. Je ne veux pas abusé de la bonté de cette chambre en parcourant le terrain déjà parcouru par mes honorables amis, mais l'honorable député de Cardwell, M. Huntington l'ex-directeur-général des postes, n'a pris en amitié et naturellement je le remercie beaucoup de cette flatteuse attention. Il est probable qu'il s'intéresse à moi parce que le hasard a voulu que je fusse chargé du département qu'il a lui-même administré. Je peux lui assurer que je remplis mes fonctions au meilleur de mes connaissances. L'honorable député de Cardwell a demandé l'honorable député de Cardwell d'être venu dans la province d'Ontario pour se faire élire. Il a voulu dénigrer mon honorable ami, en le traitant de jeune homme, de jeune garçon et en disant qu'il n'avait pas l'âge voulu pour parler d'une question de cette nature. Le discours de mon honorable ami de Cardwell ferait honneur à n'importe quel membre de cette chambre et je dirai même, n'importe quel membre de la chambre des communes en Angleterre. Il possède son sujet à fond, il a été serré dans son argumentation

et il a eue une vive impression sur la chambre. Pourquoi lui reprocher d'être venu dans la province d'Ontario pour se faire élire. Cela fait voir qu'il est bien connu et apprécié et que le peuple de la province d'Ontario a été assez libéral pour ne pas s'occuper du lieu où reside l'honorable député.

Les électeurs de Cardwell ont dit : "C'est un homme de talent," et ils l'ont élu à une forte majorité, et nous sommes tous fiers de le voir ici. Est-ce que l'honorable député de Cardwell M. Huntington n'est pas venu dans la province d'Ontario non pour se faire élire, mais pour magnifier les électeurs d'Ontario ? Il n'a pas réussi car son magnétisme n'est pas fort et ses discours n'ont produit aucun effet sur les électeurs. L'honorable député est aussi allé dans le comté d'Argenteuil. Tout le monde se rappelle son fameux discours qu'il offrait comme un nouveau programme aux électeurs de ce comté. Il voulait faire ce qu'il a dit ce soir : détruire la tyrannie et extirper l'Angleterre dans la province de Québec, il voulait détruire la religion de la majorité des habitants de cette province. C'est là ce qu'il voulait. Mais plus tard il a dû se présenter devant cette chambre et s'entendre blâmer par la gauche et la droite. Ses propres amis étaient tellement indignés et dégoûtés de son discours, qu'il a dû essayer de l'expliquer. L'explication valait les discours même. L'honorable député n'a pas le droit d'amener ces questions religieuses devant les électeurs et devant le parlement, parce que ces questions ne sont pas devant le pays. Dans la province de Québec, l'on s'accorde parfaitement bien. La religion de la majorité, dans cette province, est la religion catholique, mais nous n'avons jamais troublé ceux qui ont des croyances différentes de la nôtre ; ils peuvent rendre à Dieu le culte qu'ils veulent. Ils ont leurs églises et nous ne nous mêlons pas de leurs affaires de même qu'ils ne se mêlent pas de nos nôtres. De là il a résulté que le discours de l'honorable député de Cardwell est tombé à plat, et la province de Québec a envoyé une majorité de trente-un pour soutenir le gouvernement actuel.

L'honorable député a fait allusion à un discours que j'ai prononcé l'an dernier sur la question maintenant devant la Chambre. Il paraît que ce discours n'a pas satisfait l'honorable député qui a prétendu que ce discours n'était pas fait pour la chambre mais pour le pays. Mon discours a été fait pour la chambre des communes. Pas un seul exemplaire de ce discours n'a été distribué, que plusieurs mois après les élections. J'ai fait connaître mes opinions et j'ai protesté en même temps contre la doctrine prônée par le gouvernement d'alors qui voulait protéger M. Letellier dans son acte arbitraire et inconstitutionnel. L'hon. député a dit : "Quelle preuve avez-vous contre le lieutenant-gouverneur qui n'a pas été soumise aux électeurs à la dernière élection provinciale." J'ai dit que le lieutenant-gouverneur a continué ses actes inconstitutionnels depuis cette époque. Pourquoi n'a-t-il pas forcé ses ministres à faire leur devoir ? Il était si vigilant lorsqu'il s'agissait de surveiller le gouvernement de Boncherville, que lorsqu'un ministre s'absentait de la ville il lui télégraphiait que s'il n'était pas de retour à telle date il lui en faudrait subir les conséquences. Mais le gouvernement Joly fait ce qu'il veut, il peut laisser sans représentant le nombre de comtés qu'il veut, M. Letellier n'y trouve rien à reprendre, car par ce moyen M. Joly peut maintenir sa majorité dans une assemblée qui n'est pas au complet.

L'hon. député de Québec-Est (M. Laurier) a dit qu'il est vrai qu'il y a une majorité d'une voix contre M. Letellier, 32 contre 31, mais que la Chambre n'était pas au complet. M. Price s'est absenté afin de ne pas voter. Mais peut-on dire que parce qu'un membre n'a pas voté, le vote donné n'est pas le vote du Parlement ou qu'il n'aurait pas été le vote du parlement lui-même si ces députés avaient été absents ? Il est presque impossible d'avoir une chambre au complet ; ici il n'y a pas une chambre au complet durant la dernière session. Dans la chambre des Communes anglaises il n'y a pas d'exemple depuis deux cents ans, d'un vote auquel tous les membres ont pris part. L'hon. député de Cardwell a demandé mon opinion sur cette question. C'est la même opinion que j'avais l'année dernière. Je suis d'opinion que si la chambre ne censure pas l'acte de M. Letellier, elle établit un précédent très dangereux non seulement pour la province de Québec, mais pour tout le Canada, que la confiance du peuple dans le gouvernement responsable sera ébranlée, je suis d'avis que si cet acte n'est pas censuré l'œuvre de la confédération est une moquerie. Je ne redoute pas le verdict que le parlement anglais rendra si la question lui est soumise.

Le parlement anglais respecte trop les institutions anglaises pour permettre que cet acte ne soit pas censuré. Je sais qu'en Angleterre on respecte la confédération et que nous y obtiendrions justice.

L'honorable député de Cardwell, parlant de l'honorable député de Terrebonne (Misson), a demandé pourquoi il est devenu un lâche. Je suis certain, M. l'Orateur, que vous n'avez pas entendu cette expression dont il ne se serait pas servi en dehors de cette enceinte, ni l'honorable député de Terrebonne, ni aucun de ses collègues, ni aucun membre qui siège de ce côté-ci de la chambre, et je crois que je puis dire qu'aucun membre de cette chambre, n'a fait preuve de lâcheté. C'est là l'opinion que des gentilshommes doivent avoir les uns envers les autres.

L'honorable député de Cardwell dit que mon honorable ami a prononcé un discours sur cette question l'année dernière, discours que l'on peut trouver dans le *Herald*, et dans lequel il a condamné l'acte du lieutenant-gouverneur, et cette année il n'a pas changé d'opinion. Nous, les députés de la droite, nous pensons cette année, sur ce sujet, comme nous pensions l'année dernière. Je ne crois pas que le mot lâche doive être lancé, même par l'honorable député de Cardwell, contre un honorable membre de cette chambre.

L'honorable député a aussi demandé ce que Sir George Cartier dirait aujourd'hui de ses descendants politiques, s'il était encore en vie ? L'honorable député sait fort bien ce qu'il regrette ami d'aujourd'hui. Il dirait : "Je trouve mes amis que j'ai quittés en 1873 dans le chemin de l'honneur, défendant comme toujours les grands principes du gouvernement constitutionnel, principes pour lesquels moi et mes amis nous avons combattu avant l'octroi de la constitution de 1840. Vous défendez les principes pour lesquels j'ai combattu les libertés de la province de Québec, consacrées dans la grande charte de la confédération que j'ai signée de mon nom ; et je puis ajouter qu'il a signée de son sang. Car je suis convaincu que le grand travail d'esprit que lui a coûté la confédération a été sa santé et abrégé ses jours. Voilà la réponse qu'il donnerait à l'honorable député de Cardwell."

L'honorable député de Cardwell, et l'honorable député de Québec-Est, ont fait appel aux autres provinces à propos de cette question, de ne point intervenir dans les affaires de Québec. L'honorable député de Cardwell est allé jusqu'à nous faire des menaces pour l'avenir et à nous parler du tarif. Il dit que nous avons été élu pour changer le tarif et il veut jeter du ridicule sur notre position ; il essaie de faire voir que nous retardons cette mesure, que nous avons peur de la soumettre. L'honorable député est devenu un véritable agneau, mais seulement depuis quelques jours. Il nous a combattu toute sa vie et depuis les élections, et de l'ouverture de la session il s'est montré hostile à notre cause et qu'il ne vienne pas maintenant faire aveu à la chambre que si cette motion n'a été présentée il nous aurait aidé dans nos mesures financières. Il a oublié son passé. Il nous aurait fait une guerre à outrance. Il nous aurait sans doute critiqué notre manquement du tarif, la chambre l'adopterait, parce que le pays en a besoin.

L'appel fait en ce moment à la chambre n'est pas un appel à l'intervention de ce parlement dans les affaires de la province de Québec, mais c'est un appel en faveur des grands principes de la liberté et du gouvernement constitutionnel en ce pays. Si l'acte de M. Letellier avait été commis par le lieutenant-gouverneur de Manitoba ou de l'Île du Prince Édouard, j'aurais pris la même position. Nous sommes tous exposés aux mêmes dangers, nos libertés sont menacées. Demain, vous pouvez avoir des élections dans la province d'Ontario, et j'espère que cette élection donnera la majorité au parti qui a la majorité dans cette chambre. Le lieutenant-gouverneur d'Ontario est un libéral. Supposons qu'il prenne ses ministres parmi les membres de la minorité et qu'il ordonne de nouvelles élections, et qu'il emploie les mêmes moyens qu'on a employés dans la province de Québec. Que ferait la grande province d'Ontario ? Que dirait le peuple ? Je connais leur réponse. Je crois que tous les Français, les Anglais, les Irlandais, et les Écossais de la province de Québec sont plus conciliants que nos amis d'Ontario qui ne feraient pas preuve de la même modération que nous. Je pense qu'ils trouveraient le moyen de ramener leur lieutenant-gouverneur à sa place et au sentiment de son devoir. Notre population a donné l'exemple d'une grande modération et d'un respect pour les lois. Elle a fait appel à cette Chambre, et j'espère, j'en suis certain, que cette chambre répondra à cet appel en

adoptant la résolution ce soir ou demain.

Ce discours a été souvent interrompu par des applaudissements enthousiastes.

Une remise libérale est accordée pour Annonces à long terme.

Les Réclames, Rapports d'Institutions financières, Mariages, Naissances et Décès sont insérés à raison de 10 centins par ligne.

Pour plus amples renseignements, voir la 2e page de ce journal.

Imprimé et Publié par LOUIS BELANGER & Co.

CHOSSES ET AUTRES.

— Fera la loterie et Cham :
— Par un temps de pluie battante :
— Quel malheur ! s'écrie Mme Giguère blottie sous son parapluie. Je n'ai pas mes numéros, ne seront-ils pas bêtes pour sortir de ce temps-là !

— Pourquoi, depuis la nomination du nouveau Président, la France est-elle contentée ?
— Parce que, maintenant, la France a son gré !

Où ?
— Dialogue entre M. et Mme Prudhomme :
— Mon ami, notre cuisinière a gagné un piano !
— Ah ! Tant mieux ! Nous l'entendrons quand elle fera danser l'aise du piano.

— Une dame présente ses billets au contrôleur :
— Mais, madame, vous n'avez rien gagné !
— Il y a un changement de gouvernement. A des hommes nouveaux, des numéros nouveaux. Faut tout recommencer.

— Une profession que Privat d'Anglemont a oublié de signaler dans son chapitre des industries inconnues.
— J'aborde Z... garçon fort intelligent, mais qui n'a pas encore réussi à trouver le chemin de la fortune.
— Ou vas-tu ? lui dis-je ; tu as l'air affaibli.
— Je vais à une assemblée générale d'actionnaires.

— Comment ! te voilà capitaliste ?
— Pas le moins du monde, mais j'ai une situation. (avec mystère) Je suis chargé d'attaquer à faux les actes du conseil d'administration, afin de lui ménager des réponses faciles.

— La crainte que l'on a des attaques nocturnes causées des scènes fort bizarres.
— Il est minuit deux messieurs s'avancent en sens inverse. Ils pensent aux assommoirs, et en voient dans tous les coins des porte-cochères.
— Ils se croisent, et ne parviennent pas à s'entrevoir pour passer l'un à droite, l'autre à gauche.
— Chacun croit avoir affaire à un voleur.

— Ils se menacent de leur canne.
— Passez au large, misérable, crie l'un.
— Si vous me touchez, je vous assomme, hurle l'autre.
— Des menaces on passe aux coups.
— Et tous deux s'administrent une volée de coups de canne.

— Des agents arrivent, attirés par le bruit de cette lutte, et conduisent les hommes au poste.
— Le commissaire de police les interroge.
— Ce sont deux hommes pères de famille qui rentraient tranquillement chez eux.
— Ils se font appliquer des compresses sur la tête et s'en vont en se faisant des excuses.

— Ceux qui savent réellement une tasse de café, devraient essayer le mélange sans rival de Buchanan.

M. T. BELLEMAR a transporté son magasin au No. 522, rue Sussex. Il continue à vendre à grande réduction ses chausses dont le fond est des plus variés.

Il fait exécuter les ouvrages de commande sous le plus court avis. Attention à l'enseigne du petit nègre.

— Un grand concert sera donné vendredi soir dans la salle de l'Institut Canadien, rue York, pour venir en aide à l'Asile de l'orphelinat St. Joseph.

Ce concert aura lieu sous les auspices de Mgr. Duhamel. Les élèves du collège d'Ottawa joueront le *Mauchant de Venise* et feront intitulée : *L'U dieux*.

Billets 25 cts.

— Nous recommandons à nos lecteurs et aux Canadiens-Français en général, de ne pas oublier la grande soirée qui sera donnée dimanche prochain, le 23 du courant, par le club des amateurs canadiens dans la salle du marché de Hall.

Les deux pièces suivantes seront jouées durant la soirée.

Le *Revenant* ou *le Trompeur trompé* et *l'Éducation des Chinois*.

Nous espérons que le public amateur y assistera. Il passera une belle soirée et en même temps contribuera à soulager le grand besoin des pauvres de Hall au profit desquels la soirée est donnée.

Prix d'admission, 10 cts.

CONDITIONS DE LA GAZETTE D'OTTAWA.

ABONNEMENTS.

Ce journal est envoyé franc de port dans toutes les parties du Canada et des États-Unis, à raison de \$4 par année, payables d'avance, c'est-à-dire dans les trente jours qui suivent la date de l'abonnement, ou \$5 au cours de l'année.

Pour l'Angleterre, la France et la Belgique, le prix de l'abonnement sera de \$7 par année, payables d'avance.

ANNONCES.

Les annonces seront mesurées en type brevier et classées aux conditions énoncées en tête du journal.

Contrats spéciaux pour annonces à long terme.

Toutes Notices et Avis spéciaux, tels que Recettes pour Concerts, Convocations d'Assemblées, Naissances, Mariages et Décès, seront insérés à raison de 10 centes par ligne.

RÉDACTION.

Les lettres et manuscrits destinés à la rédaction doivent être adressés, franco, à M. F. A. DUBOIS, rédacteur-en-chef de la Gazette d'Ottawa.

ADMINISTRATION.

Tout ce qui a rapport à l'administration, tels qu'abonnements, envoi d'argent, impressions, annonces, etc., etc., doit être adressé à Louis Bélanger & Co., bureaux de la Gazette d'Ottawa.

Tout envoi non affranchi sera refusé. L'administration ne se rend pas responsable des pertes de lettres d'argent non enregistrées, si elles se trouvent perdues.

E. L. LAUZON,
Gérant.

Nous devons prévenir les personnes intéressées à la Gazette, que tout renvoi futur de la Gazette ne saurait être considéré comme le exemptant de payer l'abonnement de l'année entière, conformément aux conditions déjà spécialement énoncées dans notre feuille.

Nous invitons ceux de nos abonnés de la ville qui auraient à se plaindre d'irrégularités dans la remise des numéros de la Gazette à leur domicile, de vouloir bien en donner avis sans retard au bureau d'administration du journal.

GAZETTE D'OTTAWA.

Vendredi, 21 Mars 1879.

M. LETELLIER.

Un journal d'Ottawa, la *Free Press*, fait du complot-Lettelier le sujet d'un petit article dans son numéro d'hier. Il donne à entendre que l'imminence d'un second empiètement non moins audacieux que le premier sur les droits du peuple, de la part de ce lieutenant-gouverneur, n'est pas chose imaginaire.

Tout le monde croit à la vérité des indices qui en ce moment corroborent les soupçons, et nous sommes nous-même en mesure de déclarer qu'il y a toute raison d'y croire. Le Brutus qui depuis un certain nombre de jours semble faire le mort, est à la veille de faire retentir à son de trompe le mot d'ordre de la conspiration trahissante!

Est-ce que l'autorité de Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil ne s'interposera pas au plus tôt entre ce diminutif de lieutenant-gouverneur et le peuple, pour accorder à celui-ci la juste protection qu'il espère, et renvoyer celui-là tout simplement au maître d'école de son village?

Le Tarif.

Ne l'appréciant pas dans son ensemble, mais le jugeant par des résultats partiels, les détracteurs du tarif par anticipation veulent prouver à l'encontre des bénéfices qu'il doit produire, sans même attendre que le temps soit venu d'en décider au mieux. C'est une tactique. Mais le tarif lui-même se chargera de leur apprendre pratiquement ce que sont quelques hausses légères sur certains articles de consommation usuelle comparées aux bénéfices généraux d'un emploi profitable du capital, et si la reprise des industries manufacturières, l'encouragement aux industries nouvelles et le travail qui répond aux besoins des classes ouvrières, ne sont pas, même aux yeux du peuple, des avantages trop supérieurs pour qu'il veuille demander compte d'un surcroît insignifiant de dépense résultant en fin de compte d'une position que le système protecteur améliore.

Un système économique, quel qu'il soit, ne trouvera jamais grâce auprès de ceux que leur talent ne rend pas capables de restaurer à point les finances publiques.

Ils veulent cependant nous convaincre qu'en fait d'expédients administratifs comme en toute autre chose, il est plus aisé de critiquer que de bien faire. C'est à quoi ils réussissent parfaitement.

En certaines occasions de date encore récente, les champions par excellence du trafic libre, MM. Mackenzie et Cartwright, signalèrent le système protecteur comme n'étant pas absolument mauvais. La pensée du premier de ces deux ex-ministres se traduit par ces paroles adressées aux électeurs de Toronto peu de temps avant les élections de septembre :

"Il n'y a pas à douter que partout où a lieu l'adoption d'un système protecteur, il aura l'effet d'accroître, pour un temps, les produits de la contrée, et d'amener par là, si les sources de revenu ne sont pas épuisées, une prospérité apparente."

La protection est donc bonne à quelque chose : seulement, ses bienfaits ne durent pas!

Vers la même époque, M. Cartwright, qui alors mettait son éloquence à la disposition de l'ex-ministre de la justice dans la province de la Nouvelle-Ecosse, disait aux électeurs de Pictou :

"Il est bien vrai, et ce n'est pas là ce que j'entends contester, que ceux qui possèdent les champs d'exploitation, qui aujourd'hui sont en mesure de faire emploi d'un gros capital, et ceux qui pourraient dans le cours des deux ou trois premières années parvenir à s'assurer les bénéfices de la politique de protection, retireraient individuellement, ici comme aux États-Unis, des profits énormes de son opération; mais qu'advient-il après ces quelques années de prospérité individuelle?"

Il est possible que les deux économistes cités plus haut n'entendent pas exactement ces termes "prospérité apparente," qu'ils emploient pour caractériser les résultats du système protecteur. Cette prospérité qui doit enrichir les capitalistes, devra nécessairement en enrichir d'autres avec eux.

On ne prospérera pas ainsi sans qu'il y ait des entreprises et des ouvriers pour en exécuter les travaux; il y aura des affaires pour les détenteurs de capitaux; conséquemment aussi des recettes à verser au trésor. Ce sont là de bons commencements, et le peuple ne dédaigne pas cette perspective d'une réalité qui commence. Pendant quelques années le peuple aura du travail et touchera des salaires: ceci vaut déjà mieux qu'une simple apparence. Cette période de temps bien occupée suffira peut-être à le soutenir contre l'épreuve des années mauvaises qu'il pourrait la suivre.

La prévision que l'état prospère ne saurait durer longtemps n'est pas une conception qui dénote le génie. La stabilité n'est pas l'appanage des combinaisons humaines; elle n'a pas été dans notre pays non plus qu'en France celui du commerce libre. Les systèmes économiques, dans leur application relative, sont ce que les circonstances les font. La protection se trouve être celui que le pays réclame. Le gouvernement répond à son désir. C'est maintenant aux industriels actifs et aux hommes entreprenants à le seconder.

Réception de Mgr. Duhamel au Collège d'Ottawa.

Hier soir, un grand nombre de membres catholiques du Sénat et du Parlement avec l'élite de la Capitale avaient tenu à l'honneur de répondre à l'invitation des RR. PP. du Collège d'Ottawa et de se presser autour de Sa Grandeur Mgr. Duhamel, pour célébrer son heureux retour de la Ville Éternelle.

La façade principale du Collège, dont l'entrée était précédée d'un magnifique arc de triomphe, étincelait de mille feux et rappelait par les transparents dont ses fenêtres étaient ornées, les souvenirs les plus agréables à tout cœur vraiment catholique et canadien. Là en effet, dominant tout, la croix et au-dessous les armoiries de Léon XIII et de Mgr. Duhamel; groupés autour, la rose d'Angleterre, le trèfle de l'Irlande, la feuille d'érable du Canada et le chardon d'Ecosse; heureux espoir d'union dans la vérité nécessairement une, que nous aimons à voir exprimer par l'art aussi bien que par la parole!

Ce n'était que l'avant-goût. La salle de réception répondait de tous points à notre attente. Les murs disparaissaient entièrement sous les tentures, les guirlandes en festons, les écussons et les couronnes. De l'estraade préparée pour Sa Grandeur et pour les principaux personnages tant civils qu'ecclésiastiques, l'œil jouissait d'un spectacle vraiment délicieux.

Bientôt aussi l'oreille eut ses jouissances. Le R. P. Ballard, dont le talent musical a si souvent été admiré dans notre ville, s'était chargé d'y pourvoir. L'excellente bande du Collège commença par une grande ouverture: le "Cheval de Bronze," d'Auber; puis vint une cantate, composée pour la circonstance et dont les tons riches et variés firent ressortir la parfaite formation musicale des élèves du Collège. C'est ce qui parut encore dans cette "Prière de l'enfant" et dans cet harmonieux "Chœur du soir," morceaux si vivement applaudis par l'auditoire. A cette parodie musicale s'ajoutèrent deux adresses, l'une en français que nous sommes heureux de donner à nos lecteurs :

A Sa Grandeur Monseigneur J. T. Duhamel, Evêque d'Ottawa.

"Monseigneur, Quand, il y a cinq mois, Votre Grandeur voulut bien permettre aux élèves du Collège d'Ottawa de lui présenter leurs meilleurs souhaits de voyage. Elle leur promit de se souvenir d'eux et d'être l'interprète de leur respect et de leur amour pour le Père commun des Fidèles.

Aussi, s'attachant à ses pas, nous nous sommes aimés à l'accompagner par le cœur dans son long pèlerinage, à mêler nos prières aux siennes et à demander avec Elle des bénédictions nombreuses. Cachés, pour ainsi dire, sous son manteau de Père, vous avez bien voulu nous le faire savoir, Monseigneur, nous avons pu honorer St. Pierre dans la gloire de son tombeau, vénérer le grand et bien-aimé Pie IX, et enfin tomber aux genoux de l'Église et de son successeur Léon XIII. Ah! là, notre joie a été comblée: le Pape a béni avec effusion notre évêque et son diocèse; il a béni toutes ses œuvres. Mais, Votre Grandeur nous permettra de le redire, aux pieds du Souverain Pontife, vous avez eu la bonté de nommer le Collège d'Ottawa, vous avez dit combien les intelligences et les cœurs y adhèrent fortement à la vérité religieuse et morale dont il est le défenseur, vous vous êtes fait la caution de notre obéissance entière, et en retour, vous avez eu la consolation d'entendre de sa bouche auguste des paroles d'encouragement et de bénédiction pour vous enfants.

Merci, Monseigneur! nous serons fidèles à ces engagements sacrés, et guidés par vous, nous ne nous en écarterons jamais. Mais maintenant, Monseigneur, Votre Grandeur nous permettra de lui demander d'appeler sur nous ces bénédictions du Saint Père et de vouloir bien ajouter à la joie de son heureux retour, la joie d'avoir été, grâce à Elle, l'objet spécial de la bonté de Léon XIII."

Dans l'autre, en anglais, la grandeur des pensées le disputait à la force des sentiments et à la beauté du style.

Le digne couronnement de cette soirée fut la parole si sentie et si ferme de notre évêque. Après avoir dit combien il avait été touché de l'affection avec laquelle son troupeau l'avait reçu hier, Sa Grandeur a exprimé son bonheur de se trouver dans l'Alma Mater où il avait passé les plus nombreuses et les plus heureuses années de sa vie. Puis Mgr. a bien voulu nous dire avec quel soin Sa Sainteté s'était informée de tout ce qui regarde le Collège d'Ottawa, et avec quelle joie et quel légitime orgueil il lui avait fait connaître le dévouement intelligent du R. P. Supérieur et des Professeurs, le bon esprit, l'application et les succès des élèves: "Très bien, lui dit alors Léon XIII, vous avez un collège avec des cours sérieux et complets; je vous en félicite." La satisfaction du Pape ne s'est pas bornée à cette flatteuse approbation; il a voulu donner une bénédiction spéciale à cette institution, professeurs et élèves, une plus particulière encore aux élèves de philosophie. Et enfin, voulant honorer le dévouement de tant d'années à la cause de l'éducation, la vertu si hautement reconnue, la science si universellement appréciée du digne Supérieur du Collège, le R. P. Tabaret, Sa Sainteté lui a conféré le titre et les privilèges de Docteur en Théologie.

Les applaudissements de la foule longtemps maintenus, ont éclaté, et quand Mgr. s'est retiré, tous les heureux témoins de cette pieuse filiale d'un Evêque envers son ancien maître, les félicitaient l'un et l'autre de l'honneur qui leur revient mutuellement de cette faveur du Souverain Pontife.

PARLEMENT FÉDÉRAL

OTTAWA, 20 mars 1879.

L'Orateur prend le fauteuil à 3 heures P. M.

Après les affaires de routine, M. ROBERTSON présente le 7me rapport du comité permanent.

Sur motion de M. ROBERTSON l'opinion pour recevoir les bills privés et les pétitions pour bills privés a été recueillie de 10 jours.

M. CALLEY présente un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer Atlantic et Nord-Ouest.

Ce bill est lu une première fois.

M. DOWLING présente un bill pour régler le nombre de jours de fêtes établis par la loi. Ce bill est fait à la requête des banques qui demandent trois jours de fête de plus, 1er juin, 1er juillet et 1er août.

Ce bill est lu une première fois.

M. BAKER—Est-ce l'intention du gouvernement, considérant le travail fait par les juges de Montréal, travail plus considérable que celui accompli par les juges des autres districts, d'augmenter les salaires des juges de la Province de Québec, et ce, pendant la présente session?

M. TUPPER—En l'absence du ministre de la Justice, réplique négativement.

M. FISER—Est-ce l'intention du gouvernement d'ouvrir la navigation de continuer à employer

le capitaine Lavoie comme capitaine du steamer *Rimouski*, et dans le cas contraire, pour quelle raison a-t-il été destitué?

M. TUPPER—Le capitaine Lavoie a été notifié que le gouvernement n'entend pas continuer à le garder en conséquence de sa désobéissance continuelle aux ordres du département.

M. HURTEAU—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire croquer le lit de la rivière l'Assomption travail commencé en 1861.

M. TUPPER—Le gouvernement a pris cette mesure en considération.

M. LANDRY—Pour quelle raison M. Edouard Jolicoeur dit La Chaine, et M. Benjamin Hurst, tous deux résidents de la Grosse Ile ont-ils été destitués?

M. POPE—M. Jolicoeur a été mis à la retraite et non destitué.

On reprend la motion de M. Huntington au sujet des papiers relatifs à la démission de Régis Cardinal, autrefois employé au département de l'Intérieur.

M. VALLÉE cite plusieurs cas par lesquels il appert que l'ex-gouvernement a destitué des maîtres de poste sans aucune autre raison que celle d'appartenir au parti conservateur.

M. FISER à son tour mentionne plusieurs cas dans lesquels le présent gouvernement a renvoyé des maîtres de poste sans cause suffisante.

M. CARON défend le gouvernement pour avoir renvoyé le capitaine Lavoie.

M. LARUE dit que lorsqu'il a eu l'honneur de voir M. l'Orateur dans le comté de Bellechasse, plusieurs maîtres de poste conservateurs firent tous leurs efforts pour le faire échouer, et cependant, pas un seul n'a encore été renvoyé par le gouvernement.

M. VALLÉE accuse le dernier gouvernement de se servir des employés du gouvernement pour leurs intérêts personnels.

M. HURTINGTON dénie qu'un seul maître de poste ait été renvoyé pour raisons politiques.

M. ROYBAULT dit que le maître de poste de Nouvelle a été renvoyé et un autre mis à sa place à la condition qu'il travaillerait pour le parti libéral.

M. HURTINGTON les défie de demander un comité d'enquête.

M. MACDONALD (Cap Breton) rapporte que cinq pilotes ont été destitués par l'ex-gouvernement pour raisons politiques.

M. HURTINGTON dit qu'il lui est impossible de pouvoir répondre à chaque cas rappelé par les membres. Il réitère sa dénégation que pas un seul maître de poste n'a été renvoyé pour raisons politiques.

Sir A. J. SMITH—Il est aisé d'attaquer les départements, principalement celui à la tête duquel j'étais, la marine et les pêcheries—où des centaines de transactions ont lieu qu'un ex-ministre ne peut se rappeler. L'hon. membre devrait se souvenir qu'en 1873 le gouvernement conservateur avait nommé cinq capitaines qui étaient parfaitement inutiles.

M. MACDONALD—Et vous en avez nommé 5 autres immédiatement après.

Sir A. J. SMITH—L'hon. membre est dans l'erreur.

M. MACDONALD donne les noms de ceux qui ont été renvoyés et de leurs successeurs.

M. WHITE—Ce doit être en vérité fort amusant pour les personnes qui s'occupent de nos débats d'entendre les discours faits par les hon. membres du parti opposé.

Régis Cardinal devait sa nomination comme employé du gouvernement à la destitution pour raisons politiques d'un autre employé nommé Racine, puis afin de laisser à M. Cardinal plus de temps à consacrer à la politique, il fut nommé payeur au canal Lachine en remplacement de M. Clarke dont le seul crime était d'être conservateur.

M. BURRER (St. Jean) dit que les élections dans le Nouveau Brunswick ont été conduites sur ce principe qu'aux vainqueurs appartenaient les dépouilles.

M. RICHY pense qu'un employé du gouvernement a le droit de se ranger pour le parti politique qui lui plaît mais ne doit pas dépenser le temps qu'il doit consacrer à son bureau à aller dans les assemblées parler pour ou contre tel ou tel parti politique.

M. BREKEN dit que dans le comté qu'il représente, les employés du service des canaux avaient tout fait pour le faire échouer, il était temps qu'ils recussent une leçon.

M. YEO pense que si les employés se rangent en faveur d'un parti ou d'un autre, ils doivent en subir les conséquences si le parti auquel ils ont adhéré vient à tomber.

M. RYKERT n'a jamais entendu un langage semblable à celui de l'hon. membre pour Sheffield qui a parlé déjà six fois. Il pense que le parlement devrait envisager les moyens de lui mettre une camisole de force en conséquence de sa conduite extraordinaire.

Puis il raconte que 48 heures ne s'étaient pas écoulées après que l'ex-gouvernement eût monté au pouvoir, que lui, M. Rykert avait été destitué comme avocat de la Couronne du comté de Lincoln pour la part qu'il avait prise dans les élections. Il est d'avis que les employés du gouvernement ne devraient être renvoyés que dans le cas où ils quitteraient leurs postes pour aller solliciter des votes pour tel ou tel candidat.

M. POPE (L. P. E.) pense que le Parlement devrait régulariser la part que les employés fédéraux auraient à prendre dans les élections, l'ex-gouvernement accuse le gouvernement nouveau de vouloir introduire le système américain, il devrait se rappeler que pendant qu'il était au pouvoir il avait destitué des centaines d'employés à cause de leurs opinions politiques.

M. DOWLING accuse l'ex-ministre des douanes d'avoir destitué un employé nommé Maurice Nace qui avait travaillé fidèlement pendant vingt

ans sans donner aucune cause pour sa destitution.

M. l'ORATEUR—La discussion a été poussée beaucoup trop loin des deux côtés, plusieurs des honorables membres ont parlé 5 ou 6 fois, et j'espère que les honorables messieurs voudront bien à l'avenir se renfermer simplement dans la question.

Le Parlement s'ajourne à 12.40.

Acte de Condolérance.

Les employés du bureau de poste d'Ottawa se sont empressés d'offrir à l'honorable Ministre des Postes, aussitôt après son retour, leurs expressions de condoléance les plus sincères pour la perte douloureuse qu'il vient de faire en la personne de sa fille bien-aimée, Mlle. Léa Langevin.

C'est non-seulement par un motif de bienveillance mais encore par suite des sentiments personnels qui les animent envers l'honorable ministre pour l'esprit de justice et de loyauté qui inspire tous ses actes à leur égard, que les officiers du bureau de poste d'Ottawa lui ont offert ce témoignage spontané de leur respect et de la sympathie profonde qu'ils ressentent pour le malheur qui vient de l'accabler.

Grande soirée dramatique au profit de l'orphelinat St. Joseph.

Une magnifique soirée dramatique sera donnée mardi soir dans la salle de l'Institut Canadien, rue York, sous le patronage de Mgr. Duhamel, au profit de l'œuvre de l'Orphelinat St. Joseph.

Les élèves du Collège d'Ottawa joueront le *Marchand de Venise* et une petite pièce excessivement comique intitulée *l'Ut Diez*.

Le prix des billets a été fixé à 25 cents seulement, nous sommes convaincus que tous s'empresseront de saisir cette occasion de faire un acte de charité en assistant à cette soirée qui sous tous les rapports sera excessivement agréable.

Nous avons annoncé par erreur dans notre numéro d'hier et dans la première page du numéro de ce jour que cette représentation dramatique devait avoir lieu aujourd'hui, c'est mardi prochain 25 qu'il faut lire.

NOUVELLES CONDENSEES.

—Les Russes ont quitté Andrinople.

—Le Général T. W. Sherman est mort hier à Newport, R. I.

—Le Cardinal Carlo Morichini, évêque d'Albano est mourant. Il est âgé de 74 ans.

L'Autriche a donné ordre à ses représentants de soutenir les arguments et les plaintes de Lord Salisbury.

—On dit que Mukhtar Pacha a été autorisé à offrir à la Grèce la moitié du territoire qu'elle réclame.

—Le consul anglais à Alexandrie a été rappelé relativement à la crise égyptienne.

—L'explorateur Portugais, Pinto, arrivé récemment à la Ville du Cap, a été attaqué par les tribus dans le Sud de l'Afrique.

—Le fils de l'hon. M. Lindsay, membre du nouveau conseil législatif du Nouveau Brunswick, est mort samedi à Winnipeg.

—Un correspondant de Berlin assure que 20,000 soldats russes traversent la mer Caspienne. On croit qu'ils se rendent à Méry.

—On rapporte que dans un dîner qui a eu lieu samedi dernier, Bismarck aurait nié qu'il eût l'intention de dissoudre le Reichstag prochainement.

—Albert Grévy, frère du Président doit se rendre en Algérie pour y remplir une mission temporaire. Il est investi de pleins pouvoirs par le gouvernement.

—Nous apprenons avec plaisir que M. Joseph Vézina directeur du corps de musique de Beauport vient d'être nommé directeur du corps de musique de la Batterie "B" de la citadelle de Québec.

—L'empereur d'Autriche a été excessivement affecté en apprenant les désastres causés par l'inondation et la mort de plusieurs milliers de personnes en Hongrie. Il a promis de secourir la population en détresse.

—Le comité français chargé de faire une enquête sur les variations des rentes 5 pour cent entre le 22 et le 27 février a résolu de recommander aux Chambres de ne pas maintenir la motion.

—Les dépêches de Cincinnati nous apprennent que les créanciers de l'archevêque Purcell ne doute nullement de son honnêteté et qu'ils attribuent ce mauvais état des finances simplement à une mauvaise administration.

—L'hon. M. Greelman, commissaire des mines et des travaux publics, a ouvert au Conseil législatif d'Halifax, les débats sur l'abolition de ce corps. La motion a été supportée par le motu, l'hon. James A. Macdonald et le Dr. Parker. Les débats se continueront aujourd'hui.

—Le socialiste allemand Hirsch qui après avoir été chassé de France s'est réfugié à Bruxelles où il a publié une édition en langue allemande de *La Lanterne*, vient d'être de nouveau chassé de la Belgique par un ordre royal et sur la demande de l'Allemagne.

—On dit que le jour anniversaire de la naissance de l'Empereur Guillaume, on fera par un peuple d'une résolution par laquelle le duc de Cumberland renonce à ses droits au trône de Hanovre, et la Prusse consent à l'abdication du Duc de Brunswick en faveur du Duc de Cumberland.

—On dit que le cabinet français subira sous peu d'importantes modifications. Les députés croient maintenant que le cabinet aurait pu s'opposer à la mise en accusation sans en faire une question ministérielle. On croit que M. Fournier remplacera M. Waddington comme Premier et que la résignation de Léon Say est nécessaire.

—Les Révds. Pères Oblats de Winnipeg se proposent de commencer au printemps, la construction d'une église devenue nécessaire par l'accroissement de la population catholique de cette ville. La chapelle actuelle est tout à fait insuffisante. Les catholiques de Winnipeg, qui ont déjà donné tant de preuves de leur générosité, répondent avec empressement à l'appel de leurs pasteurs.

—Une dépêche de Rome nous apprend que Menotti Garibaldi partira bientôt avec 3,000 italiens pour aller fonder une colonie dans la Nouvelle Guinée. On dit que le gouvernement a conseillé cette émigration dans le but d'éloigner du pays les révolutionnaires les plus outrés. L'estime que l'on avait pour le général Garibaldi et son fils diminue de plus en plus. En acceptant une pension du gouvernement, Garibaldi a beaucoup affaibli son influence parmi les révolutionnaires.

La classe ouvrière de Rome et des principales villes d'Italie manque de tout et les affaires en général se réduisent à très peu de choses.

Chemin de fer du Gouvernement.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, DIVISION OUEST.

La route la plus courte et la plus directe entre Montréal et Ottawa.

Le 17 et après LUNDI 17 FÉVRIER les trains laisseront le dépôt de Hull comme suit :

Train Express pour Hochelaga 9.10 a.m., 4.45 p.m.
Arrive à Hochelaga 1.40 p.m., 9.00 p.m.
Train Express de Hochelaga 9.30 a.m., 5.00 p.m.
Arrive à Hull 2.00 p.m., 9.15 p.m.

Un train spécial pour Montréal laissera le dépôt de Hull à 11.30 a.m. et arrivera à Montréal à 4.05 p.m. se reliant à la jonction de St. Martin avec le train de Québec arrivant à Québec à 10.10 p.m.

Ce train laissera Hochelaga à 6.30 p.m. et se reliera à la jonction avec le train de Québec arrivant à Hull à 11.00 p.m.

Pour billets et renseignements s'adresser au bureau 36 rue Elgin, Ottawa, et à l'administration générale, 13 place d'Armes, ou au bureau pour la vente des billets, 202 rue St. Jacques à Montréal.

G. A. SCOTT, Surintendant général, Division Ouest.

C. A. STARK, Agent général du fret et des passagers.

M. O'MEARA, Jr., Agent général.

Chas. DESJARDINS, Syndic Officiel pour la Cité d'Ottawa et le Comté de Carleton.

Bureau: No. 40 RUE ELGIN, Vis-à-vis l'Hôtel Russell, Ottawa.

Ottawa, 20 mars 1879.

OPERA HOUSE.

Judi, 20 Mars.

Geo. Fawcett Rowe, Son immense succès à New-York.

BRASS

M. ROWE remplira le rôle de WAIFTON STRAY, joué par lui plus de 100 fois de suite au PARK THEATRE, N.-Y.

Vendredi, 21 Mars.

Sous le Patronage distingué de SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL ET S. A. R. LA PRINCESSE LOUISE, par Commandement Royal :

PETITE EMILIE

GRANDE MATINÉE Samedi, 22 Mars.

Prix des places 25, 50 et 75 cents. Plan de la salle, dans le magasin de M. Marks, rue Sparks.

Ottawa, 14 mars 1879

MUSIQUE ET CHANT.

DES LEÇONS DE Piano, d'Harmonium et de Chant,

SERONT DONNÉES PAR

Mme. M. L. CARTIER, 51 Rue Clarence.

M. CARTIER, Bien connu comme

Horloger de première Classe, Fait les réparations de tous genres en Horlogerie, Bijouterie, Optique et Mathématique, ainsi qu'aux instruments de précision; le tout à des PRIX TRÈS-MODÉRÉS.

Pendules et Montres à Vendre à des Prix Réduits.

Dépêches Télégraphiques.

EUROPE.

Paris, 20 mars.—Le bill de Ferry relatif à l'éducation, suppose l'éducation donnée par les Jésuites en France ou ils comptent 27 collèges avec un personnel de 848 professeurs, 26 autres communautés enseignantes sont comprises dans ce bill.

Vienne, 20.—Le *Abend Post* rapporte que le comte Schouvaloff a de fréquentes consultations avec le comte de Dufferin au sujet de nouvelles propositions que le Comte a apportées à St. Petersburg.

Londres, 20.—Une dépêche de Berlin dit que le comte Schouvaloff est tout puissant à la Cour de Russie.

Londres, 20.—On prétend que le mariage entre le jeune roi d'Espagne et la Princesse Marie fille du Comte de Paris est arrêté. Cet événement n'est pas considéré comme improbable.

Le Comte de Paris est en ce moment à Madrid.

Londres, 20.—Une dépêche de Berlin nous apprend que l'opposition dans les cercles parlementaires à la politique protectionniste du Chancelier a grandement diminué. Il est évident maintenant qu'il peut compter sur une grande majorité.

ETATS-UNIS.

St. Louis, 20.—De terribles incendies de prairies se sont déclarés dans le comté de *Public and Cloud*, Kansas, sur une étendue de 10 milles de long sur 1 mil de large. Plus de 100 maisons ont été brûlées. Pertes environ \$40,000.

Plusieurs personnes ont été brûlées.

CANADA.

Montréal, 20.—M. le sous-chef Paré a été nommé chef de police.

MM. Gillespie, W. R. Woolham, John Douglas et John Hope sont partis pour Ottawa afin d'avoir une entrevue avec M. Tilley au sujet des intérêts du commerce des vins.

La compagnie dramatique Fanchon en ce moment au Théâtre Dominion, s'est conduite d'une façon si indécente que le conseil de ville a passé un règlement par lequel les acteurs agissant sur la scène d'une manière immorale peuvent être condamnés à deux mois d'emprisonnement.

P. M. Henriksen a été envoyé en prison pour avoir adressé sur une femme mariée.

Campana, le célèbre marchand, est arrivé ici de New-York, il a lutté pour une longue marche de 6 jours avec Timachi.

Acton, (Ont.)—Un incendie s'est déclaré ce matin dans les bureaux du *Free Press*. Grâce aux prompts secours des habitants, le bâtiment et le matériel ont été sauvés.

Kings-ton.—La nuit dernière les cornes et grange appartenant à M. W. McAdon, comté de Pittsburg, ont été détruites par un incendie. Un jeune homme nommé Carter a été brûlé vif.

A TRAVERS LA VILLE.

—Le thermomètre enregistrait 28 degrés au-dessus de zéro à midi hier.

—De grands chargements de foin sont envoyés à Ottawa de Spencer-ville, Prescott et autres stations sur le chemin de fer St. Laurent et Ottawa.

—Michel Brisebois et Marcel Larmond du Canton de Gloucester, accusés d'avoir tué des daims ont été condamnés chacun à \$20 d'amende et les frais.

—Un grand bouilleur pour la machine marine qui va être placée dans l'*Agnes Macdonald*, reconstruite entièrement en ce moment par MM. MacRae & Co., est arrivé hier de Montréal par le chemin de fer Q.M.O. & O.

Il a été construit par M. McDougall et Co. de cette dernière ville.

—M. Edward Bennett a comparu hier devant le magistrat de police pour avoir empiété sur une propriété appartenant à William Corrigan.

Ce dernier prétend que M. Bennett contrairement à ses ordres a empiété une quantité de bois dans un petit chemin passant derrière la maison.

Ce chemin étant une propriété publique, M. Corrigan n'a pas le droit de se l'approprier. Le magistrat se rendit aux vues émises par M. Bennett et renvoya la cause.

Ces personnes demeurent Graham Row près la prison.

—Jas. McDonald a été accusé hier devant la cour de police d'avoir volé une robe de bison appartenant à M. J. W. Nagle. Le prisonnier plaidera non coupable.

Le plaignant, le menuisier Fitzroy, déposa qu'il vit, à Ottawa mercredi dernier, et pendant l'après-midi une robe de bison qui se trouvait dans son traineau fut volée. Edouard Armstrong un hôtelier, affirma avoir vu le prisonnier s'emparer de la robe et la mettre dans un sac, il lui demanda ce qu'il faisait et il répondit que son beau-frère l'envoyait chercher. Le prisonnier fut envoyé en prison jusqu'à demain.

Grand Opera House.

La nuit dernière le théâtre de l'Opera était rempli de spectateurs venus pour voir jouer M. G. F. Rowe dans sa célèbre pièce de *Brass*. Inutile de dire que tout a marché admirablement et que M. Rowe ainsi que les excellents acteurs qui le soutenaient ont recueilli les nombreux applaudissements que méritaient le talent dont ils faisaient preuve.

Ce soir, à la requête de S. E. le Gouverneur-Général et S. A. R. la Princesse Louise, M. Rowe jouera de nouveau son fameux rôle de Micawber dans la *Petite Emilie*.

M. McDowell apparaitra comme Steerforth.

Brass sera jouée à la matinée de demain, et demain soir aura lieu le bénéfice de M. et Mme. McDowell sous les auspices de l'association littéraire St. Patrice.

On jouera pour cette occasion le *Shangraï* avec de nouveaux chants, danses, etc.

Dr. F. X. Valade

RUE ST. PATRICE.

Vis-à-vis l'Eveché.

Attention particulière aux maladies des enfants.

Ottawa, 27 janvier 1879. 1 an.



Le Magasin de Thé du Peuple.

F. LALONDE.

MARCHAND EN GROS ET EN DETAIL DE

VINS ET PROVISIONS.

429 RUE SUSSEX.

Ottawa, 26 décembre 1878.

POUR LE BON MARCHE

ACHETEZ CHEZ

ALFRED L. PINARD

COIN DES RUES

KING ET ST. ANDRÉ.

Il a constamment en main un assortiment

DEPICES, LIQUEURS,

ET PROVISIONS

COMMERÇANT DE

GRAIN, FLEUR,

FARINE, et ENGRAIS

de toutes espèces.

Le tout vendu à très petit profit, ayant

pour résultat le *THRES GRAND BON MARCHE*.

Voyez les prix sur circulaires. Une visite

est respectueusement sollicitée.

Ottawa, 26 décembre 1878. 3m.

M. JOLICŒUR,

CHAUSSURES de commande, confection-

nées dans les derniers goûts, sans délai.

Assortiment complet de chaussures faites à

mon établissement toujours en mains.

Ottawa, 26 Dec. 1878.

Blyth & Kerr

PLOMBIERS,

AJUSTEURS du GAS et de la VAPEUR

et

Marchands de Ferronneries

EN GENERAL.

56 Rue Rideau, - - - OTTAWA.

Ottawa, 26 Dec. 1878. 3m

LISTE DES PRIX.

GRANDE VENTE

CHEZ

BRYSON

CETTE SEMAINE

POUR

ARGENT COMPTANT

Cols en toile pour Dames..... 5 Cts.

Coton jaune épaiss..... 5 do

Shirting de Oxford..... 7 do

Coton qualité Oxford..... 8 do

Serge pour robes, (toutes cou-

leurs)..... 12 do

Flanelle rouge pure laine..... 17 do

Flanelle de Fantaisie pure

laine..... 21 do

Gants de kid à deux boutons

pour Dames..... 45 do

Twoed pure laine..... 50 do

Chemises Blanches..... 75 do

Chapeaux garnis pour Dames. 95 do

Habits de Drap pour Dames \$1.75 do

CHAS. BRYSON,

110, RUE SPARK.

Ottawa, 26 décembre 1878. 3m

H. B. D. BRUCE,

32, RUE O'CONNOR.

Marchand de Vin.

A dans ses caves les Vins et les Liqueurs

qui suivent choisis avec soin, et qu'il peut

recommander avec confiance.

CHAMPAGNE,

MOSELE ET HOCKS MOUSSEUX,

STILL HOCKS,

BURGUNDIS,

CLARETS,

PORT ET SHERRIES,

EAU DE VIE,

WHISKEY ET GIN.

LIQUEURS,

AMERS,

CHORE DE POMMES,

VIN DE GINGEMBRE,

ETC., ETC., ETC., ETC.

BIERE DE PORTER,

BIERE FINE DE BASS,

BIERE DE CARLING,

PORTER DE GUINNESS.

Assortiment choisi de cigars importés.

PANIER (HAMPER)

POUR LES FÊTES

Ottawa, 26 décembre 1878 1m

AVIS

Aux Hôteliers et Epiciers.

TOUTE personne désirant obtenir une licence d'épicerie ou d'épicerie pour la vente des boissons, pour l'année qui commencera le 1er Mai prochain, est par le présent avis informée que les demandes pour licences doivent être présentées à l'inspecteur avant ou au plus tard le PREMIER jour d'AVRIL prochain.

On peut obtenir des demandes en blanc, en s'adressant au bureau de l'inspecteur, à l'Hôtel de Ville.

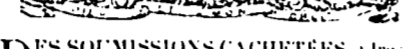
Heures de bureau de 10 A.M. à 4 P.M. chaque jour.

JOHN O'REILLY,

Inspecteur.

Avant pouvoir d'accorder les licences pour la Ville d'Ottawa.

Ottawa, 15 mars 1879.



DES SOUMISSIONS CACHETÉES.

Adressées au sous-sécretaire, et portant à l'adresse "Soumissions pour Impressions, Papier ou Reliures," (selon le cas) seront reçues jusqu'au Jeudi 10 avril prochain, après quel jour toute soumission ne sera acceptée pour impressions, fournir le papier à impression et toutes les fournitures nécessaires au sous-sécretaire.

Nulle soumission ne sera reçue si elle n'est pas faite sur un blanc de soumission qui peut être obtenu ainsi que tous les renseignements nécessaires en s'adressant au sous-sécretaire.

Le comte ne s'engage pas nécessairement à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Par ordre,

HENRY HARTNEY,

Greffier, Comité adjoint des deux Chambres pour les impressions.

DÉPARTEMENT DES IMPRESSIONS

DU PARLEMENT.

Ottawa, 13 mars 1879.

BUREAU GÉNÉRAL

D'AFFAIRES et D'AGENCES

INTERMÉDIAIRE DU COMMERCE

ET DE

L'INDUSTRIE.

Pour toutes Opérations Commerciales, Industrielles, Contentieuses et Financières.

POUR LE CANADA, L'EUROPE

et les

ETATS-UNIS.

Pour plus amples informations,

s'adresser à

C. RENAUD et Cie.

No. 30, RUE ST. GABRIEL.

MONTREAL, P.Q., CANADA.

MATERIAUX POUR L'HISTOIRE.

La Société Littéraire et Historique invite ceux qui possèdent des documents, lettres, chartes, rapports, M. S. S., inédits sur l'histoire primitive du Canada, de vouloir bien en donner communication au Comité des Documents Historiques, en un mot, de rendre la Société dépositaire d'icelles. Une copie spéciale et à l'épreuve du feu, vient d'être construite sous la bibliothèque pour y déposer les M. S. S. de la Société ainsi que ceux qui lui sont confiés.

En certains cas la Société est disposée à acquiescer moyennant finance, certains M. S. S. précieux.

Par ordre du Bureau de Direction,

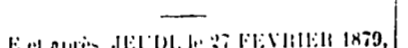
J. M. LEMOINE,

Président.

A. ROBERTSON,

Secrétaire.

Sec. Lit. et Hist.



LE CHEMIN DE FER

St. Laurent et Ottawa.

Le 27 FEVRIER 1879,

Les trains voyageront comme suit :

Laisant Ottawa : Arrivant à Ottawa :

Pour l'Est, l'Ouest et de l'Est et de l'Ouest

le Sud à 11.00 a.m. et à 8.20 p.m.

Pour l'Est, à 3.00 p.m. De l'Est et du Sud à

4.10 et 10.20 p.m.

Pour l'Est et l'Ouest à 7.00 p.m.

à 10.30 p.m. De l'Ouest à 7.00 p.m.

Les billets donnent droit à des chaises salons

attachés aux trains quittant Ottawa à

3.00 p.m. et Montréal à 5.00 p.m. et évent

aussi aux voyageurs la nécessité de changer

de chaises à Prescott.

Un char Sofa sera attaché au train du soir

pour accommoder les passagers allant à

l'Est et à l'Ouest.

Connexions certaines avec les trains sur

le Grand Tronc, de l'Est et de l'Ouest, et

avec ceux des chemins de Rome et Water-

town, d'Ogdensburg et Lac Champlain,

et d'Albion et Black River, à Ogdensburg,

venant de et retournant à New York, Boston

et tous les points du Sud et de l'Est.

On peut se procurer au Bureau des Billets

de la Compagnie d'Ottawa des appartements

dans les chaises à coucher, sur les chemins

d'Utica et Black River, et de Rome et Water-

town allant à New York, et sur le chemin

d'Ogdensburg et Lac Champlain allant à

St. Laurent.

Les trains voyagent sur l'heure de Mon-

tréal.

THOMAS REYNOLDS,

Directeur Général, Ottawa.

Ottawa, 21 février 1878.

S. & H. BORBRIDGE

FABRICANTS ET MARCHANDS DE

Harnais, Selles, Portemanteaux

Valises, Sacs de Voyages,

Valises à main, etc.

COUVERTES POUR CHEVAUX.

Assés :

BOTTES SAUVAGES

faites sur le plus court délai.

Coin des rues Rideau et Mosgrove.

OTTAWA.

Ottawa, 26 Dec. 1878.

LA COMPAGNIE

DE PRET DU CANADA.

BUREAU PRINCIPAL

No. 6 RUE JACQUES, HAMILTON,

CANADA.

W. H. MORRIS, - - - - - Président.

W. H. GLASSCO, - - - - - Vice-Président.

DIRECTEURS :

Edward Brown, John Easton, I.

J. M. Lebridge, J. M. Gossell,

R. A. Lucas, James Simpson,

Alexander Duncan.

Cette Compagnie est en état de prêter

toutes sommes d'argent sur la garantie de

Biens Fonciers à long et court terme jusqu'à

CHINA HALL, VENTE POUR CLORE LE MAGASIN.

Services pour Diner (Français et Anglais) au prix coûtant,
Services pour Dessert au prix coûtant,
Services pour Chambres au prix coûtant,
Services pour Déjeuner au prix coûtant,
Services pour Tête à Tête au prix coûtant,
CRISTAL DE TOUTES SORTES AU PRIX COUTANT,
Vaisselle en pierre et commune au prix coutant,
Toutes sortes d'articles de fantaisie, d'ornements pour tables, etc.,
aussi au prix coûtant.

Le plus bel et le meilleur assortiment de la ville.

RAPPELEZ-VOUS DE LA
CHINA HALL,
36 RUE RIDEAU,
R. A. PARKER.

Ottawa, 26 déc. 1878.
AVIS A NOS PRATIQUES ET AU PUBLIC EN GÉNÉRAL

H. G. ROCHE.

TOUT en remerciant ses pratiques pour le patronage libéral qui leur a été accordé durant le passé et qui continue toujours, desirant leur apprendre ainsi qu'au public en général qu'il a déménagé au

No. 31 RUE SPARKS, Vis-à-vis l'Hotel Russell,

dans une plus grande et plus commode bâtisse, où il a en main un assortiment complet et tout neuf de matériaux pour les Plombiers, les ajusteurs du gaz et de la Vapeur, et les ajusteurs de Cloches. Il a aussi en main un grand assortiment de feronniers adaptés à l'usage général et qui est préparé à vendre à des prix extrêmement bas. Veuillez entrer et examiner notre assortiment et nos prix avant d'acheter ailleurs.
Ottawa, 26 Dec. 1878.

AFFREUX! AFFREUX!!

ÉPICERIES A BON MARCHÉ.

M. STARRS.

Vend en ce moment à des prix fabuleusement bas afin de suivre le temps.
Thés de toutes les qualités à des prix extraordinairement bas, nous garantissons pleine satisfaction, sinon nous vous remettons votre argent.
Vins et Liqueurs des meilleurs qualités. Whisky d'Irlande et d'Espagne, Eau-de-vie Hennessy, 10 années d'embouteillage. Le vieux Whisky réel de l'Inneshowen et de Usquebaugh, 6 années en barils. Lard, Harings et Saumon en grandes quantités.
Un bon magasin de fleur adjoint à l'établissement.
Produits agricoles achetés et vendus au prix du marché.
UNE REDUCTION LIBÉRALE SERA FAITE AUX MARCHANDS
Agent pour les Cigars célèbres (cables) de Devis et autres qualités.
Ottawa, 26 dec. 1878.

ARRIVAGE DE \$30,000

MARCHANDISES SECHES,
DE TOUTES SORTES ET A DES PRIX EXTREMEMENT BAS.

Tous ceux qui ont besoin de MARCHANDISES doivent s'empresse de venir faire leurs achats, attendu que nos MARCHANDISES sont toutes fraîches, et de plus elles ont été achetées sur les meilleurs Marchés Anglais et Américains à des prix très bas. Par conséquent nous sommes en état de les sacrifier pour

ARGENT COMPTANT.

Ne manquez pas d'examiner nos prix avant que d'acheter ailleurs.
Puisque pour de l'argent comptant, nous vous donnerons des MARCHANDISES NOUVELLES à meilleur marché que vous paierez les VIEILLES MARCHANDISES ailleurs.

\$30,000 de Marchandises
SERONT VENDUES DANS 6 SEMAINES.

Ne manquez pas de venir à la

LIVERPOOL HOUSE

61 RUE RIDEAU, 61.

Vous aurez certainement la valeur de votre argent.

J. B. BRANNAN.

GRAND MASSACRE !!!

MM. KEARNS & RYAN

Continueront à vendre à grand Marché pendant deux semaines encore le magnifique stock de

M. J. A. PINARD,

L'ayant acheté à une très grande réduction.
Ottawa, 26 Dec. 1878.

Par Appointement Spécial.

Par Appointement Spécial.

WILSON & ORR,

103, RUE SPARKS.

Sculpteurs et Doreurs pour Son Excellence le Gouverneur-Général

Fabricants de Cadres, de Mirrors et de Gravures, Marchands de Chromes, de Couleurs à l'eau, de Gravures, de Cadres de Fantaisie, VIEILLES DOULEURS RENDUES AUSSI BELLES QUE DES NEUVES. Nos prix sont des plus modestes.
Ottawa, 26 Dec. 1878.

EN GROS ET EN DETAIL

James Mitchell et Cie.,

Prendent la liberté d'annoncer qu'ils sont devenus les acquéreurs du siège d'affaires et de l'établissement de la ci-devant compagnie MORRISON, McKEAN et CIE., pour la confection en gros de biscuits et pâtisseries, 66 rue York, Ottawa, et y font exécuter des changements et des améliorations qui les mettront sur un pied de concurrence avantageuse avec les premières maisons de la Province, tant pour la qualité des produits que pour les conditions de vente, et, conséquemment, ils font appel avec confiance au commerce en demandant une part de son patronage.
Aucune concession de terre ou exemption de taxe ne sera demandée, bien que nos dépenses soient considérables.
Notre boulangerie au No. 146 rue Bank, a toujours le patronage de ceux qui aiment le pain de première qualité.

J. MITCHELL ET CIE.,

146 Rue Bank, et 68 Rue York.

Ottawa, 27 janvier 1879.

PLUS BAS PRIX.

Personne ne peut vendre meilleur marché en général ainsi bon marché que nous.
Ottawa, 26 décembre, 1878.



M. LAUR, DUHAMEL

Tout en remerciant ses nombreuses pratiques pour la liberté d'annoncer qu'il a

CONSTAMMENT EN MAIN

un assortiment complet des

Meilleures Viandes,

dont il disposera à des

PRIX RÉDUITS.

Il invite en même temps le public en général de

Venir Visiter son Etal

AU COIN DU VIEUX

MARCHE BY,

SUR LA RUE CLARENCE.

VOLAILLES de toutes sortes,

SAUCISSONS,

LANGUES fraîches et marinées,

JAMBONS FUMÉS,

LARD SALÉ, etc., etc.
Ottawa, 26 décembre 1878.



C. O. DACIER,

Pharmacien,

517 RUE SUSSEX.

OTTAWA,

PRODUITS chimiques et Médicines pures, Articles de toilette, Teintures de toutes couleurs, Huiles, Peintures, Vernis, Lampes, conques et conques de toutes sortes, et de couleurs, etc., etc.
Ottawa, 26 Dec. 1878.

REMEDE SPECIFIQUE DE GRAY

TRADE MARK. LE GRAND SEIGNEUR

Remède Anglais. Une guérison

infaillible pour la faiblesse semi-

nale, la spermatorrhée, l'im-

puissance et tout

ce qui suit les maladies. After Taking,

qui sont les suites des habitudes honteuses,

perte de la mémoire, lassitude des membres,

douleurs dans le dos, obscurcissement de la

vue, décoloration prématurée et plusieurs

autres maladies qui conduisent à la folie, à la

consommation ou à une mort précoce. Détails

complets dans notre pamphlet, que nous en

voysons gratis par la maille. Le remède

spécifique est vendu par tous les droguistes

à \$1 le paquet ou six paquets pour \$5. Il

sera envoyé franc de port sur réception de la

somme requise.

Cie. de MEDICINE DE GRAY,

Windsor, Ontario, Canada

En vente à Ottawa chez tous les

droguistes en gros et en détail et dans tous

les endroits du Canada et des Etats Unis.

Ottawa, 3 février 1879.



AVIS.

LES PERSONNES

QUI ONT EN MAINS DES

LIVRES

APPARTENANT A LA

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT,

SONT PRIÉES

DE LES REMETTRE SANS DÉLAI.

On discontinuera de Prêter des livres

à compter de ce jour, jusqu'à nou-

vel ordre.

ALPHES TODD,

Bibliothécaire,

Bibliothèque du Parlement

Ottawa, 31 janv. 1879.



BUREAU DE POSTE

D'OTTAWA.

TABLEAU indiquant l'heure de l'arrivée et du

départ des Mails.

1879.—ARRANGEMENTS D'HIVER.—1879.

MAILS.	Fermé.		Délivré.	
	A.M.	P.M.	A.M.	P.M.
Est.—Montreal, Québec, etc.	8 00	2 00	8 00	3 00
Provinces Maritimes.	10 00	2 00	8 00	3 00
Ouest.—Kingston, Toronto, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
E.-U.—St. Ouen, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Paris (Quai des Esclapart).	10 00	2 00	8 00	3 00
Cité de New-York.	10 00	2 00	8 00	3 00
Remington, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Manitoba.	10 00	2 00	8 00	3 00
North (Lower, Kars, etc.)	10 00	2 00	8 00	3 00
Metairie, Russell, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Pembroke, Renfrew, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Ashton, St. Vile, Huntley, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Perth, Smith's Falls, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Sand Point, Arnprior, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Bristol, Clarendon, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Bell's Corners, Richmond, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Hull.	10 00	2 00	8 00	3 00
Aylmer, Eardley, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Bas de la rivière Ottawa, par ch. de fer.	10 00	2 00	8 00	3 00
Gatineau.	10 00	2 00	8 00	3 00
New Edinburgh.	10 00	2 00	8 00	3 00
Billingham.	10 00	2 00	8 00	3 00
St. Jean, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Y. les Laund et Mart.	10 00	2 00	8 00	3 00
Malle, Antioche, etc.	10 00	2 00	8 00	3 00
Hull, le Jeudi.	10 00	2 00	8 00	3 00
Malle Antioche, pas supplémentaire.	10 00	2 00	8 00	3 00

Toutes lettres en retardées doivent être mise à la poste une demi-heure d'avance.

Bureau ouvert depuis 8 h. A.M. jusqu'à 5 h. P.M.

Pour ce qui regarde la Banque d'Épargne du

bureau ou le Mandat sur la Poste, c'est depuis

9 heures A.M. jusqu'à 4 heures P.M. chaque

jour.

G. P. BAKER, Maître de Poste.

L'HIVER ENCORE UNE FOIS!

MURPHY A L'AVANT

J'ai acheté pour cet hiver comme par le passé un assortiment tout à la fois, utile et de goût, de

CHAUSURES GROSSES ET FINES, comprenant toutes les sortes, telles que Kid Français, Bottes Anglaises, Congressus et Prunelles, Chapeaux Américains et autres, et un beau choix de grosses bottes pour Chantiers.

GEO. J. MURPHY,

ENSEIGNE DE LA

BOTTE VERTE et D'OR

536 RUE SUSSEX.

Ottawa, 26 Dec. 1878.

ARGENT A PRETER

SUR PROPRIÉTÉS FONCIÈRES.

PAR SOMMES GROSSES ET PETITES

AU GOUT DES EMPRUNTEURS.

Intérêt raisonnable.

S'adresser à

O'CONNOR & HOGG.

Ottawa 26 Dec. 1878.

Pêche du Saumon à la ligne.

DÉPARTEMENT DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES.

BRANCHE DES PÊCHERIES,

Ottawa, 24 janvier 1879.

DES OFFRES écrites seront reçues jusqu'à 30 AVRIL prochain, pour le

PRIVILEGE DE LA PÊCHE DU SAUMON

A LA LIGNE dans les rivières ci-dessous

mentionnées :

Rivière Kagashka (Rive Nord.)

" Washcootai do

" Romano do

" St. John do

" Cornelle do

" Agwams do

" Calumet do

" St. Margaret do

" Trout do

" Escoumains do

" Portneuf do

" Dartmouth (Gaspé) do

" Little-Gaspésie (R. des Chaleurs) do

" Malbaie (près de Percé) do

" Grand River do

" Kedgwick (Chaudière) do

" Magdalen (Rive Sud) do

" Jupiter (de Anticosti) do

" Salmon do

Le loyer par année qui est payable d'avance

devra être mentionné.

Le Bail devra durer de une à cinq années

ou plus le jour de l'échéance de l'intérêt sans avis préalable.

Propriétés rurales préférées.

Hypothèques et Débitures du Gouvernement et des Municipalités achetées.

Par ordre de

W. F. WHITCHER,

Commissaire des Pêcheries.

J. JAMES KEHOE,

AVOICAT, PROCUREUR EN LOI, SOLICITEUR EN CHANCELLERIE, NOTAIRE, ETC.

Office :

Encoignure des rues Rideau et Sussex, Block d'Église, Ottawa, Ont.
Argent prêt sur propriétés foncières.



Département des Douanes.

Ottawa, oct. 1878.

AUCUN ESCOMITE ne sera accordé sur les ENVOIS AMÉRICAINS jusqu'à nouvel avis.

JAMES JOHNSTON,

Commissaire des Douanes.

L'avis ci-dessus est le seul qui devra paraître dans les journaux autorisés à le publier.

Ottawa, 26 Dec. 1878.

PROTECTION!! PROTECTION!!

CONFORMÉMENT aux vœux exprimés le 17 Septembre dernier par la grande majorité des électeurs de la cité d'Ottawa, N. A. SAVARD vient de décider d'accorder plus de protection à ses nombreuses pratiques en faisant une nouvelle réduction sur ses

Épiceries et Liqueurs.

Que chacun s'empresse de profiter de la réduction énorme de

25 Par Cent.

VOICI UNE PREUVE :

Beau Raisin Valence, 5j cts. à la boîte.

Currants, 3 lb pour 14 cts.

Crackers Village, 8 cts. la lb., assortis.

Savon de famille, 10 Barres pour 25 cts.

Huile de Charbon, 24 cts. gallon Impérial.

Café fleur préparé à bon marché.

Etc., etc., assortiment d'Épicerie, des mieux choisis dans les marchés de Montréal, Kingston et Toronto.

Liqueurs :

Vin Rouge, \$1.50 le gallon Impérial, Gin, Brandy, Rye, Proof Whisky.

A bon marché !!! A bon marché !!!

N'oubliez pas la place :

N. A. SAVARD,

Coins des rues King et St. Patrice.

Ottawa, 26 Dec. 1878.

O'GARA, LAPIERRE & REMON

Avocats, Solliciteurs, Notaires, etc.

Bureau, Block de Hay, rue Sparks, Ottawa, Ont., près du Russell House.

MAISON D'OGARA,</